

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie  
= Swiss journal of sociology

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

**Band:** 14 (1988)

**Heft:** 2

**Artikel:** Changement socio-structurel et semantiques des inégalités

**Autor:** Berger, Peter A.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-814664>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## CHANGEMENT SOCIO-STRUCTUREL ET SEMANTIQUES DES INEGALITES<sup>1</sup>

Peter A. Berger  
 Université de Bamberg, Feldkirchenstrasse 21  
 D - 8600 Bamberg

Dans une émission de radio du début des années cinquante, on pouvait entendre l'annonce suivante : "Toutes les classes et couches du peuple allemand sont convoquées aux élections de dimanche prochain". Malgré l'objectivité de cette formulation - il est question de "classes", de "couches" et parmi ces dernières de "toutes" - l'observateur actuel est étonné de constater avec quelle évidence et quel naturel sont utilisés, dans un résumé quasi-officiel de nouvelles, des concepts qui ont trop souvent joué, tant dans leur propre histoire que dans le débat au sein des sciences sociales, le rôle de "notions de luttes". Aujourd'hui, aucun rédacteur d'émissions politiques comparables n'aurait l'idée de mettre une telle phrase dans la bouche d'un commentateur.

Ces changements relativement rapides et surprenants de la *sémantique politico-publique* constituent une des origines des réflexions de cet article. Car les déplacements ainsi repérables des concepts fondamentaux de la description et de l'interprétation que la société fait d'elle-même semblent posséder - aussi du point de vue du modèle structurel d'inégalités sociales - leurs propres conjonctures et dynamiques. Si on veut repérer et reconstruire ces dernières, il est cependant nécessaire de se détacher de la conception largement prédominante dans la recherche sur les structures sociales, à savoir que l'idée que les *descriptions structurelles* ne seraient rien d'autre que des *images* - nécessairement un peu grossies, mais par ailleurs fidèles à la réalité - des conditions "objectives". Ce n'est que par cette distanciation que l'on pourra saisir dans ces descriptions et interprétations sociétales, *l'autonomie* de telles formes de savoir, les *caractéristiques de leur construction* et leurs *supports sociaux*.

### 1. Modèles d'argumentation circulaire dans les contributions récentes à propos du "changement de sens" de l'inégalité sociale

A en juger par la discussion actuelle dans le champ de recherche sur les inégalités, la structure sociale allemande contemporaine semble être compatible avec un éventail étonnamment large de *descriptions et d'interprétations*.

<sup>1</sup> Une version plus développée de cet article qui résulte d'une contribution au Colloque "Sociologie et Histoire" de la Section "Théories sociologiques" de la Société allemande de sociologie, Augsbourg, 12-13 février 1988, est publiée en allemand dans Leviathan, Vol. 16, 1988, No 4. Sa publication en français (trad. W. Fischer) est faite avec l'accord du Westdeutschen Verlag.

Aux thèses de la "destruction", de "la différenciation", du "pluralisme" et de "l'individualisation" s'opposent des affirmations concernant la "constance", la "consistance", la "consolidation structurelle" ou la "rigidification" des modèles d'inégalités sociales ; et les deux courants antagonistes peuvent invoquer, chacun pour soi, de bons arguments empiriques et théoriques (Bader V.-M. 1987 ; Beck U. 1983, 1984, 1986 ; Berger P.A. 1986, 1987 ; Bischoff J. et al. 1982 ; Bolte K.M. & Hradil S. 1984 ; Erbslöh B. et al. 1987 ; Franz H.-W. et al. 1986 ; Geissler R. (éd.) 1987 ; Haller M. 1986 ; Handl J. et al. 1977 ; Hörring K.H. et al. 1986 ; Hondrich K.O. 1984 ; Hradil S. 1987a, b ; Kreckel R. 1982, 1987 ; Kreckel R. (éd.) 1983 ; Lepsius M.R. 1979 ; Mayer K.U. 1987 ; Müller W. 1986, 1987 ; Strasser H. & Goldthorpe J.H. (éd.) 1985).

Plus surprenante encore que la riche variété des descriptions, est la *naïveté méthodologique* par laquelle, à partir de processus de changement considérés comme "objectifs", on infère sans autre précaution à la nécessité de modèles et concepts "nouveaux" ; ou bien - en suivant fondamentalement la même logique - le maintien des catégories fondamentales traditionnelles est justifié par les constantes structurelles "réelles". Cela devient problématique à partir du moment où les descriptions sont enrichies d'énoncés, plus ou moins connus, relatifs aux développements et lorsque le "passé" n'est utilisé qu'en tant que notion abstraite et au titre d'*a contrario*, en quelque sorte comme transparent d'argumentations par lequel sont mis en relief les diagnostics centrés sur l'époque actuelle. En contraste avec les situations plus différencierées des sociétés contemporaines<sup>2</sup>, les sociétés historiques sont présentées comme structurées de façon plus nette et avant tout plus "simple". Ainsi les sociétés féodales sont décrites comme clairement organisées en "états" et, par nature, "dépourvues de mobilité" (à l'opposé : Kaelble H. 1983a), et les sociétés "précapitalistes" du XIXème siècle considérées, de façon univoque, comme des "sociétés de classes". Le point de départ historique des changements socio-structurels - mais aussi des non-changements - est ainsi tenu pour une *donnée bien connue et, en principe, indiscutable*.

A ces (sur-)simplifications grossières on pourrait facilement opposer des résultats de recherches socio-historiques qui tracent *du* passé une image beaucoup plus variée, plus contrastée et plus colorée que celle que le "regard généralisateur et réducteur" du sociologue aime utiliser (Kaelble H. 1983b ; Kocka J. 1978, 1982, 1983 ; Moore B. 1983 ; Mooser J. 1983, 1984 ; Thompson E.P. 1987 ; Wehler H.-U. 1987 et beaucoup d'autres). Si on tient compte de ces résultats, il devient nécessaire de *différencier l'argument de la différenciation* en admettant explicitement que des principes différenciateurs très divers ont opéré *simultanément* (Hondrich K.O. 1987).

Cependant c'est un problème *méthodologique* qui constitue ici le point de départ. Dans les analyses consacrées au *changement de sens* semble souvent se cacher un  *cercle herméneutique*, à la fois élargi par l'interdisciplinarité et

<sup>2</sup> La société à laquelle nous nous référons dans cette discussion est dans la plupart des cas la RFA des années 1980. Mais nous ne prenons pas en considération les particularités historiques du développement allemand.

étendu dans le temps ; il reste cependant en grande partie latent. Il dépasse les frontières interdisciplinaires assez bien établies entre sociologie et histoire (sociale). Et, par ailleurs, beaucoup de temps s'écoule jusqu'à ce que des concepts sociologiques plus affinés et "nouveaux" puissent être introduits en tant que théories de référence dans la science historique (au cas où cela se passe jamais), et y produire des résultats "nouveaux" qui, sous forme de descriptions plus différenciées, pourraient être réimportés en sociologie et y susciter de nouvelles modifications et différenciations des références théoriques.

La structure d'argumentation circulaire risque de rendre caduque avant tout la base de ces argumentations qui ont explicitement pour objet le changement ou la permanence, les discontinuités ou les continuités. Car étant donné la division du travail - souvent poussée jusqu'à la méconnaissance réciproque - entre sociologie et histoire (sociale) - on peut, en premier lieu, justifier la nécessité de représentations de modèles plus différenciées par le fait qu'historiquement des formes, des dimensions et des aspects "nouveaux" d'inégalités sociales auraient gagné en importance et en sens. Mais si on appliquait de façon conséquente ces représentations de modèles *plus différenciées* aux situations historiques, ou mieux *si on pouvait jamais* les appliquer étant donné que les sources sont à la fois limitées et non extensibles par la recherche empirique, on pourrait probablement reconstruire très aisément des modèles semblables de situations sociales aussi "différenciées", "complexes" et parfois "disparates et opaques" et mettre en évidence des dénîs aussi "compliqués" des conflits et des intérêts antagonistes que ceux qui sont considérés comme caractéristiques de l'époque actuelle (cf. aussi Habermas J. 1985).

Mais si des concepts plus différenciés et des méthodes plus raffinées permettent, voire obligent impérativement de décrire de façon plus différenciée et plus complexe les structures sociales historiques et les modèles correspondants d'inégalités sociales - que ce qui a été usuel ou possible jusqu'à aujourd'hui - il devient de plus en plus problématique d'identifier *ce qui*, au cours de l'histoire, s'est modifié, *comment* et *pourquoi* : les conditions (de répartition) "objectives", i.e. les structures sociales, *ou bien* les méthodes par lesquelles ces dernières ont été définies et repérées, les catégories de description et classification, les modèles de perception, interprétation et attribution de sens, ou encore *les deux à la fois*, mais pas nécessairement de façon concomitante.

Ce risque d'argumentation circulaire découle, en premier lieu, d'une compréhension *trop étroite et unidimensionnelle* - du point de vue de la sociologie de la connaissance - des structures sociales et des descriptions (structurales) afférentes. Dans les recherches sur les inégalités sociales, les structures sociales sont en effet préférentiellement analysées à partir d'une attitude "naturaliste" et comprises comme des situations de faits purement "objectives" de la répartition des hommes et des ressources selon leurs positions dans l'espace social (cf. par exemple, Blau P.M. 1977)<sup>3</sup>. Ainsi dans la plupart

<sup>3</sup> Cela correspond à la conception durkheimienne (1976, 105 ss.) d'un "ordre morphologique" qui, tout en faisant partie des "faits sociaux", se situe en-deçà des phénomènes sociologiques

des cas, les descriptions structurelles sont considérées comme des *images* fondamentalement non-problématiques d'une "réalité" fixe, indépendante de toute interprétation, fondée de plus sur l'autorité incontestable des statistiques officielles et sur la fiabilité parfois surestimée de la recherche empirique en sciences sociales. Et les concepts des sciences sociales ainsi que leurs méthodes sont présentés comme des instruments non-déformants et fiables qui n'auraient généralement besoin que d'un affinement plus poussé dans le sens de la quantification.

## 2. Le "double caractère" des structures sociales et des descriptions structurelles

Incontestablement, les structures sociales peuvent toujours être décrites en tant que *modèles de répartition des hommes et des ressources*. Et dans la mesure où de telles répartitions (inégales) restreignent ou élargissent les possibilités de réalisation des plans d'action, elles peuvent être définies à juste titre d'"objectives", du moins dans la perspective des théories de l'action (Elster J. 1985 ; Hradil S. 1987 ; Kreckel R. 1982). Mais, parce que la *perception et la perceptibilité* du monde social ne sont pas conditionnées exclusivement - et peut-être même pas de façon prépondérante - par les conditions "objectives", les structures sociales *n'y sont pas réductibles* particulièrement en raison du fait que les caractéristiques, les ressources ou les "chances" liées aux acteurs, aux situations et aux institutions sociales existent et sont perçues dans des combinaisons inégalement probables).

Qui plus est, la perception et la perceptibilité des structures sont en même temps et *subjectivement* toujours aussi structurées par le fait que les schèmes disponibles pour la perception et l'attribution de sens ainsi que les principes de classification du monde social sont également les *produits des luttes symboliques passées et présentes* (Bourdieu P. 1985, 16). Et précisément à cause de ce "double caractère" *irréversible* des descriptions des structures sociales - elles sont à la fois des illustrations de modèles "objectifs" et des constructions (d'ordre) régulatrices des perceptions - il ne peut y avoir, et surtout pas pour la sociologie et pour l'histoire des inégalités sociales, un accès à la réalité qui soit pur et direct, en quelque sorte indépendant de toute théorie. Car ces constructions d'ordre et ces schèmes de classification préexistants sont d'une importance capitale, précisément là où il s'agit de la possibilité de *percevoir des macro-structurations* ; ces dernières ne sont pas immédiatement accessibles à l'intuition quotidienne, mais presupposent des topologies, des classifications, des théories spontanées, des schèmes d'interprétation, etc. Les sciences sociales (au même titre que les statistiques officielles) ont besoin de postulats et de classifications préalables pour pouvoir définir et déli-

---

proprement dits, et en particulier en-deçà de la "conscience collective". L'idée de Bourdieu (1985, 9 s.) d'une "topologie sociale" comme premier "niveau", mais justement pas le seul ou le dernier, de la sociologie, se réfère également à cette conception plutôt "naturaliste" de la structure sociale. Concernant les diverses variantes du concept de structure sociale, cf. Blau (Ed.) 1975 ; Blau & Merton (Eds.) 1981.

miter leur objet. Des modèles, des théories servent par conséquent à compléter des données manquantes et à colmater des lacunes inévitables de l'argumentation.

Les théories des inégalités sociales et les descriptions (macro-)structurelles - produites à l'aide des premières et fondées sur les principes de construction et règles de classification qu'elles postulent - doivent aussi toujours être comprises en tant que *stratégies intellectuelles* par lesquelles des "acteurs" sociaux sont, de façon permanente, en concurrence pour "l'interprétation juste de la réalité sociétale" (Strasser H. & Goldthorpe J.H. 1987, 55). De ce fait, l'analyse de l'inégalité sociale ne peut (ou du moins pas complètement) être isolée de "*la lutte pour la classification*". Elle ne peut pas non plus ignorer l'origine, les propriétés et la position des acteurs individuels ou collectifs qui participent à cette lutte pour et par ce savoir (Bourdieu P. 1985, 27).

Ces considérations permettent de se focaliser maintenant sur les *représentations symboliques* des structures d'inégalité sociale et sur les modèles d'interprétations de l'inégalité dans la vie quotidienne, dans la politique, dans la science et ainsi d'attirer l'attention sur des *sémantiques* de l'inégalité sociale<sup>4</sup>. Ces dernières n'entrent pas dans un simple *rapport de reflet* des structures "objectives" ; elles constituent au contraire *une des conditions de leur perception*. En effet, les macro-structures sociétales doivent, quant à leurs éléments et à leurs relations, d'abord être nommées, typifiées, classées, mises en relation de cause à effet ou en rapports fonctionnels, et évaluées quant à leur portée et leurs conséquences, précisément en référence aux théories spontanées, aux dispositions politiques et/ou au savoir des sciences sociales (cf. aussi, Schütz A. 1972).

C'est aussi pour cette raison, qu'en règle générale on peut toujours trouver *plusieurs* sémantiques - chacune partiellement *autonome* et *en concurrence* avec les autres pour la légitimité de son interprétation de la réalité - *plusieurs* "auto-portraits sociétaux" (Dreitzel H.P. 1962), *plusieurs* modèles d'interprétation, *plusieurs* principes de classification ou *plusieurs* discours sur l'inégalité (Eder K. 1987)<sup>5</sup>. Mais puisqu'il faut *savoir* de quoi il est question quand un état est jugé illégitime ou une répartition injuste, ces sémantiques comprennent non seulement des explications et des légitimations des inégalités sociales, mais aussi et avant tout des *topologies cognitives* qui se situent sur le plan des constructions fondamentales rendant possible et régulant les *perceptions structurelles*. Ce sont ces *topologies cognitives* (cf. Giesen B. 1987) qui sont au centre de notre intérêt.

<sup>4</sup> En référence à Luhmann (1980, 19) nous entendons par "sémantiques" d'inégalités sociales des règles - généralisées à un niveau supérieur et relativement indépendantes des situations concrètes - d'élaboration du sens et d'interprétation de la réalité qui ont l'inégalité pour objet.

<sup>5</sup> Dans ce cadre d'argumentations les expressions telles que "sémantiques", "modèles d'interprétation", "schémes de classification", "images de la société" ou "topologies" sont synonymes. Nous ne nions aucunement des différences entre les traditions théoriques auxquelles elles renvoient ; mais elles ne sont pas pertinentes dans le contexte présent.

Ces schèmes "topologiques" pour la production et la constatation de *différences et d'identités*, d'égalité et d'inégalité, de ressemblance et de dissemblance entre les positions sociales et entre les membres de la société, permettent une "segmentation structuelle de la société en différents groupes" (Giesen B. 1987, 316). Ils constituent pour ainsi dire des *topographies* sociales sur lesquelles sont tracées des frontières, et déterminées les distances entre les positions et les groupes.

Mais il n'existe, pour l'arpentage de l'espace social, rien d'équivalent à la garantie étatique de frontières stables et reconnues ; de même n'y a-t-il pas de standard métrique pour en mesurer les distances. En conséquence, les sciences sociales ne peuvent guère être considérées comme des garantes d'étalons de mesure qui s'imposeraient à tous. Il en découle que selon le point de vue de l'observateur, la perspective qu'il adopte et la mesure qu'il effectue des représentations cartographiques *très différentes* du même espace social sont également concevables et probables. On ne peut donc exclure des *distortions* de perspective tout à fait intéressées, voire des *tricheries* intentionnelles et conscientes de ces topographies cognitives.

Pour ces raisons, les sémantiques, les schèmes de classification ou les topologies d'inégalités sociales - c'est-à-dire les *descriptions des macro-structures sociétales* - sont *relativement autonomes* par rapport aux processus et aux structures "objectives". Ils peuvent reproduire la *dimension réelle* de la "réalité" de façon juste, partiellement juste, partiellement distordue ou complètement fausse ; ils peuvent l'anticiper *du point de vue temporel*, en être concordants ou se trouver en retard (Luhmann N. 1980a, 39). Ils peuvent, quant à leur *dimension sociale*, servir de plus des buts différents et remplir des fonctions variées.

### 3. Acteurs collectifs en tant que "médiateurs" entre structures et descriptions des structures

D'un point de vue sociologique, c'est la *dimension sociale* qui est particulièrement intéressante dans cette relation contingente et historiquement variable entre structures sociales "objectives" et descriptions structurelles, les deux étant au même titre "socialement réelles" et déterminantes. Il s'agit en particulier d'un *mécanisme de médiation* entre les structures et leurs descriptions qui fonctionne cependant de façon *indirecte*, mais qui pourrait être, précisément pour cette raison, d'autant plus efficace.

Nous supposons à cet égard que ce sont en avant tout des (*macro-acteurs* *sociétaux ou collectifs* (groupes, mouvements sociaux, institutions, organisations) qui sont en mesure de produire et de maintenir entre les structures sociales et leurs descriptions, *des mises en relation* relativement durables en termes de sémantiques ou de topologies des inégalités. Ces (*macro-acteurs*) vont dépasser les observations singulières, aléatoires et individualisées, privilégier certaines descriptions structurelles au détriment d'autres, pourtant

tout aussi possibles, et leur conférer ainsi une "validité" sociale qui "s'impose comme telle" au moins à certaines parties de la société<sup>6</sup>.

Les *acteurs collectifs* - en particulier les partis et groupements d'intérêt, ainsi que la "communauté scientifique" en sciences sociales, les médias ou les églises - n'agissent par conséquent pas seulement en tant que producteurs de réalité, dans le sens objectiviste du terme (par exemple par l'influence politique et économique directe sur les conditions de répartition et les flux de distribution). En relation avec cette fonction de producteurs de réalité, mais aussi indépendamment d'elle, ils *définissent* et *classent* inlassablement par leurs activités - de façon consciente ou inconsciente, officielle ou inofficielle (Bourdieu P. 1982 ; Hondrich K.O. 1987) - la "réalité sociale", se (*re-)**connaissent* des similitudes et des dissemblances, *déterminent* des identités et des différences, *tracent* des frontières entre les membres actuels ou potentiels (d'organisations) et ceux qui n'en font pas partie, pour finalement *tenter de faire perdurer* leurs classifications (cf. aussi Callon M. & Latour B. 1981).

Ce faisant, ils se réfèrent en règle générale à *des images de la société historiquement transmises* (Popitz H. et al. 1957 ; Dreitzel H.P. 1962), à des *conceptions politiques dominantes*, mais également aux *savoirs des sciences sociales*. Par là, ces acteurs intérieurisent un savoir (d'ordre et de classification) qu'ils n'auraient pu acquérir par la seule accumulation d'observations singulières aléatoires. Ce savoir classificatoire - historiquement transmis et/ou produit et systématisé par les sciences sociales - constitue sous sa forme scientifique, politisée ou quotidianisée un "*input*", ou ressource symbolique, pour l'activité classificatoire des acteurs collectifs ; et, comme toute ressource, celle-ci est également rare et disputée.

#### 4. L'attribution des appartenances comme résultat du travail classificatoire des acteurs collectifs

Ce *travail classificatoire* (Eder K. 1987) n'est que très rarement au service exclusif d'objectifs cognitifs, voire de la seule recherche de la vérité ; il est également et toujours motivé par les *intérêts* que les acteurs collectifs représentent, compte tenu de *leur position et de leur influence*. Par ses études con-

<sup>6</sup> Concernant la sémantique "capital et travail", voir en particulier Luhmann (1986, 69) qui considère la différenciation comme inutile, mais qui - irrité - pose cependant la question de savoir pourquoi elle est si enracinée, et qui propose plusieurs explications possibles de ce fait : "On peut tenir pour établi que la dichotomie capital-travail produit des organisations, avant tout des syndicats qui, par le succès même de leurs sémantiques y sont liés et la reproduisent". Elle est la stratégie explicative principale que nous suivons ici et qui implique la deuxième : "Une autre interprétation consisterait à dire que l'auto-description appropriée est trop difficile et que par conséquent des auto-simplifications sont nécessaires et que l'imperfection, de toute manière inévitable, occulte l'évidence d'une fausse attitude". Une troisième voie serait pour Luhmann le détournement par la "théorie de l'évolution des idées". Je ne la suivrai pas ici à cause de ses connotations liées aux théories évolutionnistes qui rendent très précaires tant la référence aux circonstances, aux processus historiques concrets et à la domination de certaines sémantiques ; cette dernière n'est compréhensible et explicable que par cette dimension historique.

cernant la professionnalisation en tant que monopolisation des compétences, élimination du marché ainsi que blocages et verrouillages sociaux (Weber M. 1976), la sociologie des professions fournit des exemples fort instructifs (Beck U. & Brater M. 1977, 1978 ; Beck U. et al. 1980). Il en est de même de la sociologie et de l'histoire des employés qui, à de nombreuses reprises, ont dû se défendre contre les tentatives explicites des organisations d'employés, cherchant à les mettre à leur service afin de justifier de façon scientifique, le statut particulier qu'ils revendiquaient (par exemple, Kocka J. 1982 ; Mangold W. 1981 ; Prinz M. 1983). S'exprimant à propos de l'appartenance sociale des employés - notoirement controversée à la fois au sein des sciences sociales et du monde politique - Emil Lederer notait déjà en 1912 (21 s.) que la "couche" grandissante des personnes actives salariées "est définie, selon l'appartenance de classe des observateurs, soit comme nouvelle classe moyenne afin de faire augmenter au moins *socialement* le nombre des actifs indépendants, soit tout simplement comme prolétariat (prolétariat en col dur) pour pouvoir accréditer l'idée d'un développement plus rapide".

Sur la base de l'analyse que nous avons menée jusqu'à maintenant, les topologies ainsi que les sémantiques d'inégalités sociales ne sont pas de simples images de situations inégalitaires objectives et ne représentent pas non plus des schèmes ahistoriques - en quelque sorte déracinés de toute détermination sociale - de l'interprétation du monde et de la production de sens, comme semble le supposer Barry Schwartz (1980) pour les classifications verticales. Elles sont bien plus liées à des acteurs et organisations collectifs et historiquement identifiables, sélectionnées et médiatisées par ces derniers ; et par conséquent leur validité et leur potentiel de contrainte dépendent directement du pouvoir politique, organisationnel et définiteur de ces acteurs, ainsi que de leur position dans les réseaux sociétaux du pouvoir.

De plus, on peut supposer que les sémantiques et les topologies des inégalités tendent *socialement* à attribuer ou à dénier *l'appartenance*, à ériger vers l'extérieur une *différence* très claire par rapport aux autres - aux étrangers -, à maintenir à l'intérieur une certaine identité et à construire<sup>7</sup>, au moins sur le plan cognitif, des *attributs communs typiques et durables*. Cela peut être considéré comme l'"output" de l'activité classificatoire des acteurs collectifs.

En fonction des contextes historiques et sociétaux, il peut être utile et pertinent de se restreindre à un *petit* groupe, dans le but de monopoliser les chances du marché et du pouvoir (dans le sens de "l'avantage du nombre réduit"). Ou à l'inverse, *d'augmenter*, par des opérations symboliques, le nombre des membres potentiels, construits ou théoriques afin de gagner des majorités dans un système d'élections démocratiques. Dans les deux cas, il

<sup>7</sup> Giesen (1987, 316ss.) a distingué trois "topologies" qui pourraient être contenues dans des modèles d'inégalités sociales : "différence simple" entre proche et étranger (interne-externe), les "topologies de rang" de type verticale ou "structures ordinaires" et des "standards de mesures abstraits" d'ordre quantitatif. Il est évident que la capacité délimitative que ces topologies impliquent quant aux différences interne-externe, à l'appartenance et à un groupement, diminue dans cet ordre.

est, du point de vue des acteurs, absolument indispensable de savoir de façon univoque et précise *qui doit en faire partie et qui en est exclu*<sup>8</sup>.

Parce qu'ils adoptent la perspective interne et parce qu'ils veulent s'assurer la stabilité du groupe, les acteurs collectifs tendent à percevoir leur environnement et en particulier le monde des inégalités sociales, comme clairement organisé, étroitement délimité, *standardisable* et *classable de façon aussi univoque que possible* ; les "inputs" jugés inadéquats sont ignorés ou transformés de manière opportune en "outputs". Ils vont par conséquent, d'une part, tendre vers une logique de choix *dichotomiques* - simples ou multiples - (Ossowski S. 1972) ou de "*schématisations binaires*" (Luhmann N. 1986) ; d'autre part, ils auront tendance à percevoir et à (re)construire les inégalités sociales, de manière à ce qu'elles semblent structurées en fonction des "*paramètres catégoriels*" (Blau P.M. 1977) de *l'appartenance* (actuelle ou potentielle) à *des groupes*. Des schèmes gradués en plus et en moins menacent par contre la délimitation univoque vis-à-vis des autres, l'extérieur et rendent plus difficiles la reconnaissance de l'appartenance et les constructions d'identités collectives ; car, le fait d'éveiller l'idée de *différences plus fines*, de nuances plus ténues risque de subvertir le schématique oui/non et d'affaiblir la délimitation interne/externe.

Par ailleurs, ces acteurs privilégient des critères considérés comme relativement *durables* : ils peuvent être soit *enracinés dans les traditions*, soit partiellement liés à des *différences "naturelles"* - c'est-à-dire des attributs *ascriptifs* tels que le sexe, l'âge, la nationalité, la race, la couleur, l'origine sociale, etc. - soit à ce point *communs* qu'ils représentent la propriété dominante de l'ensemble d'une formation sociale historique, en quelque sorte sa caractéristique "*systémique*", comme par exemple l'opposition entre "*capital et travail*". Cette démarche produit des résultats suffisamment pertinents aussi longtemps que la structuration (perçue) des inégalités sociales dans la vie quotidienne et dans la *perspective des membres* peut, d'une part, être décrite en tant que structure de (*macro-)*groupes sociaux, c'est-à-dire de catégories "*d'états*" et, d'autre part, transposée en règles d'interactions (Luhmann N. 1980b, 1985). Il s'agit donc d'une démarche plutôt intuitive qui, liée à la représentation de la stabilité temporelle, est en dernière analyse également au fondement des notions sociologiques de "*couches*" et de "*classes sociales*".

## 5. La "disjonction" des acteurs et des sémantiques

En suivant certains diagnostics souvent proposés, les acteurs, les organisations et les systèmes sociaux partiels semblent *se disjoindre* de plus en plus

---

<sup>8</sup> De ce point de vue, "la raison pour laquelle certaines personnes se considèrent comme ouvriers dans des conditions historiques déterminées" pourrait être "le résultat de la stratégie de dirigeants des partis politiques de gauche (Przeworski, 1986, 127 ; Przeworski & Sprague, 1986). De façon similaire Bourdieu (1985, 40s.) quand il met en évidence la seule "existence idéelle" de la "classe" ouvrière dans beaucoup de pays.

au cours des *processus de la modernisation*, les ordres établis ainsi que les évidences historiquement construites deviennent problématiques, des "milieux socio-moraux" traditionnels se désagrègent, et même des différenciations tenues jusqu'ici pour naturelles commencent à devenir incertaines (Beck U. 1983, 1984, 1986 ; Giesen B. 1987, 236 ; Offe C. 1986, 99). Deviennent ainsi contingentes les connections étroites et *quasi-naturelles* entre les catégories de groupes en tant que schèmes de construction de la réalité et les "groupes réels", ces connections, qui, précisément, ont fait partie depuis longtemps des assumptions évidentes et fondamentales de la recherche sur les inégalités. Aussi la distinction entre les aspects réels et symboliques des structures sociales, tout comme la question de leurs rapports deviennent un *problème*. A ce stade, les formes d'argumentation tendanciellement circulaires esquissées au début, deviennent explicites et conscientes, car elles presupposent une perception plus aiguë de la différence entre "réalité" et description.

Cette *disjonction des acteurs et des sémantiques* s'opère selon le processus suivant : dévaluation des traditions, affaiblissement des "connecteurs" (Dahrendorf R. 1979) et complexification par la formation de sous-systèmes. Les sciences sociales y ont sans doute aussi contribué, car elles se sont intercalées entre les acteurs et leurs environnements significatifs et, en tant que vecteur d'une perception plus élargie rendue possible par une capacité d'analyse accrue, elles ont accéléré le mouvement allant vers la *graduation et vers la quantification de la perception de la réalité*. Instituées comme instance d'objectivation des points de vue que les acteurs ont sur la réalité, elles peuvent paradoxalement - par le fait même qu'elles attirent constamment l'attention sur des situations "réelles" toujours plus différenciées - rendre *de plus en plus incertaine* la recherche poursuivie par ces acteurs d'une identité et d'une localisation sociales stables.

Même en ayant recours au savoir des sciences sociales, les acteurs collectifs ne peuvent maîtriser les *contingences* croissantes de leur auto-définition et de leur auto-localisation dans la société ; au contraire, le recours aux sciences sociales tend à accentuer ces contingences. De ce fait, les acteurs collectifs ne manqueront pas de se concentrer toujours plus *sur eux-mêmes* et de *se détacher* encore davantage de leur environnement. Le *modèle d'argumentation circulaire* qui caractérise certains aspects de la discussion récente concernant le "changement de sens" des inégalités sociales, quitte ainsi le domaine du savoir réflexif et devient de plus en plus un *problème de réalité* des acteurs. Quand les acteurs et les sémantiques sont disjoints, le cercle méthodique devient en quelque sorte *socialement réel* et se trouve à la fois restreint au domaine interne des acteurs et comprimé dans le temps. Le fait de constituer un groupe propre - ou la supposition de ce fait - apparaît comme une conséquence de l'environnement qui est construit et perçu comme un ensemble constitué de groupes divers. Mais cet ensemble ne peut être pensé en termes de catégories de groupes qu'à partir de la perspective interne d'une unité sociale clairement délimitée.

Dans ces conditions, le cercle se resserre et se limite au "*mystère du mystère*", que Bourdieu (1985, 38, souligné par moi) décrit comme "un de ces cas

de *magie sociale*..., par laquelle un objet ou une personne se transforme en autre chose, et un particulier (ministre, évêque, mandataire, député, secrétaire général, etc.) s'identifie ou est identifié avec la totalité des hommes, le peuple, la classe ouvrière, etc. ou bien avec une organisation sociale (état, église, parti). Le point culminant du mystère est atteint quand le groupe n'existe plus que par l'acte de délégation à une personne qui, en étant son porte-parole, lui confère l'existence et qui s'exprime pour lui et à sa place. Maintenant le *cercle* est parfait : le groupe est constitué par celui qui parle en son nom et qui apparaît ainsi comme fondement du pouvoir qu'il exerce sur ceux auxquels le pouvoir revient en dernière analyse". Cela pourrait être également le point de départ théorique de nouvelles tentatives pour dégager la spécificité des (nouveaux) mouvements sociaux précisément à partir de leur "*autogenèse*" et de leur "*autoproduction*", voire de leur "*autopoiesis*" (Luhmann N. 1984), largement détachées des causes et des conditions "objectives" (Japp K.P. 1984, 1986 ; Touraine A. 1983, 1986).

## 6. Perspectives d'une sociologie de la connaissance, historiquement orientée, des inégalités sociales

Il découle de ce qui précède que *les perspectives analytiques* de l'étude du changement socio-structurel, des descriptions et des sémantiques correspondantes, devraient être *modifiées et repondérées*. Il est sans doute indispensable et primordial de repérer et de décrire le changement social à l'aide d'indicateurs "objectifs". Mais la seule focalisation sur ces derniers sous-estime considérablement le contenu de réalité et le poids spécifique des schèmes d'interprétation topologique. En suivant les arguments qui ont été précisés ici, la *dynamique* des discours classificatoires ne peut cependant être comprise et reconstruite que si on tient compte des acteurs collectifs qui en sont les porteurs, de leur pouvoir de définition et de leur activité en tant que classificateurs de leurs "environnements" et constructeurs de leurs propres mondes.

Si dans ce contexte on entend par *pouvoir* - en référence à Crozier & Friedberg (1979, 43) - le potentiel, dont on dispose, pour réduire ses propres incertitudes ou pour augmenter les incertitudes de ses adversaires, on comprend beaucoup mieux pourquoi les acteurs collectifs privilégient des topologies simples et dichotomiques - ou du moins ordinaires - et pourquoi ils tendent à refuser des "graduations" de leur vision du monde. Ainsi le *mouvement ouvrier* et le *mouvement de libération des femmes* s'orientent en fonction d'un *schématisation binaire simple* (capital-travail ; homme-femme). Ces exemples mettent en évidence que des sémantiques et des topologies d'inégalités sociales, leur délimitation et leur validité font partie des *conditions* qui rendent possibles - ou qui peuvent empêcher - l'émergence, la stabilité et le succès (relatif) des acteurs collectifs et des mouvements sociaux.

Envisagée à partir de la perspective qui vient d'être développée, une *tâche importante des théories et des études empiriques en sociologie* serait de clarifier les processus de transformation ou de transposition des sémantiques

d'inégalités sociales qui se déroulent au niveau des acteurs collectifs ainsi que les sources dont ils se servent comme "inputs" et les résultats produits en "outputs".

Du côté des "inputs", on pourrait distinguer, par exemple, entre d'une part, la perception immédiate des inégalités sociales par les organisations et leurs membres et, d'autre part, l'importation de schèmes classificatoires, c'est-à-dire empruntés à l'extérieur à des tiers. Toutefois l'état des ressources "objectives" des acteurs joue également un rôle : argent, pouvoir, relations et savoirs ainsi que le nombre de membres et d'autres conditions socio-culturelles préalables plus informelles (Streek W. 1980). Ces ressources en tant que fondement réel du pouvoir influencent également le pouvoir de définition et de classification.

Sur le *plan interne*, on pourrait se demander si tous les membres participent à des degrés identiques ou variables à la transposition des modèles d'interprétation préexistants en des schèmes de classification spécifiques aux acteurs ou aux organisations ; si cette transposition est une fonction particulière dévolue au sommet de l'organisation, à des états-majors spécialisés ou à des sous-systèmes ; si elle est déléguée - par souci d'accroître sa neutralité et son objectivité - à des *observateurs externes*, sous forme, par exemple, de mandats de recherche confiés aux sciences sociales.

Du côté de l'"output", il est important de savoir si les résultats du travail classificatoire n'existent que "sur le papier", c'est-à-dire ne peuvent acquérir une validité au-delà d'un cercle restreint comme c'est le cas de beaucoup d'analyses marxistes des structures de classes et d'études sociologiques de la stratification ; s'ils sont diffusés dans un "public" plus large et s'ils sont en mesure d'y maintenir une place reconnue ; s'ils peuvent, de façon immédiate, devenir "réellement efficaces" par le fait que les acteurs ont directement accès au système politique ou peuvent être impliqués par exemple dans des processus de décision corporatistes ; dans ce dernier cas, ils deviennent, sous forme de programmes et d'analyses socio-politiques, opérateurs et régulateurs des changements de distribution et modifient effectivement les répartitions "objectives".

Des études d'ordre plus *historique* pourraient contribuer, en premier lieu, à élucider les *changements* des sémantiques d'inégalités sociales, changements *qui sont inhérents à l'histoire des idées et des concepts* et qui résultent du fait que les acteurs collectifs ont repris sélectivement et reconstruits ces sémantiques en fonction de leurs intérêts spécifiques et de leur activité classificatoire déployée vers l'extérieur pour maintenir leur position. En deuxième lieu, ces études pourraient concrètement poser la question, de *quelles sources institutionnelles et personnelles* provient le savoir classificatoire utilisé. En troisième lieu, elles pourraient enfin suivre les traces que le travail classificatoire des acteurs collectifs a laissées dans la *conscience des contemporains*, mais aussi dans les *processus de décisions politiques*, principalement dans les programmes et les mesures de politique sociale, économique et de formation.

Si on s'intéresse sérieusement au "*changement de sens*" des inégalités *sociales* - formule par ailleurs tout à fait ambiguë - il serait indispensable de prendre beaucoup plus en considération à la fois *les processus sociaux de la production de classifications et les transformations topologiques* qui ont les acteurs collectifs pour objet, mais qui s'opèrent à travers leur confrontation avec leurs environnements, les observateurs externes ainsi qu'avec les activités classificatoires de ces derniers. Les aspects circulaires des analyses socio-logiques et historiques du changement social n'en seront cependant pas supprimés pour autant, de même que n'ont pas été dépassés les problèmes bien connus de la *sociologie de la connaissance radicalisée* (Mannheim K. 1969 ; Luhmann N. 1980a). Du moins les deux pourraient rester *contrôlables*.

#### BIBLIOGRAPHIE

- BADER V.-M. (1987), "Verfügungsgewalt über direkte und indirekte Ressourcen. Ansätze zu einer allgemeinen Theorie strukturierter sozialer Ungleichheit", Thesen und Erläuterungen, in GIESEN B. & HAVERKAMP H. (Hrsg.), Soziologie der sozialen Ungleichheit, Westdeutscher Verlag, Opladen, 314-311.
- BECK U. (1983), "Jenseits von Stand und Klasse ? Soziale Ungleichheit, gesellschaftliche Individualisierungstendenzen und die Entstehung neuer sozialer Formationen und Identitäten", in KRECKEL R. (Hrsg.), Soziale Ungleichheiten. Soziale Welt Sonderband 2, Schwartz & Co, Göttingen, 35-74.
- BECK U. (1984), "Jenseits von Stand und Klasse. Auf dem Weg in die individualisierte Arbeitnehmergeellschaft", Merkur, 38, 485-497.
- BECK U. (1986), Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- BECK U. & BRATER M. (Hrsg.) (1977), Die soziale Konstitution der Berufe, Band 1, Campus, Frankfurt am Main.
- BECK U. & BRATER M. (Hrsg.) (1978), Die soziale Konstitution der Berufe, Band 2, Campus, Frankfurt am Main, New York.
- BECK U., BRATER M. & DAHEIM H. (1980), Soziologie der Arbeit und Berufe, Rowohlt, Reinbek.
- BERGER P.A. (1986), Entstrukturierte Klassengesellschaft ? Klassenbildung und Strukturen sozialer Ungleichheit im historischen Wandel, Westdeutscher Verlag, Opladen.
- BERGER P.A. (1987), "Klassen und Klassifikationen. Zur 'neuen Unübersichtlichkeit' in der soziologischen Ungleichheitsdiskussion", KZfSS 39, 59-85.
- BERGER P.A. (1988), "Die soziale Herstellung von Klassifikationen : Methodische Probleme der Ungleichheitsforschung", erscheint in LEVIATHAN, 16, Heft 4.
- BISCHOFF J. et al. (1982), Jenseits der Klassen ? Gesellschaft und Staat im Spätkapitalismus, VSA 1982, Hamburg.
- BLAU P.M. (Ed.) (1975), Approaches to the Study of Social Structure, Free Press, New York, London.
- BLAU P.M. (1977), Inequality and Heterogeneity : A Primitive Theory of Social Structure, Free Press, New York.
- BLAU P.M. & MERTON R.K. (Eds.) (1981), Continuities in Structural Inquiry, Sage, London, Beverly Hills.
- BOLTE K.M. & HRADIL S. (1984), Soziale Ungleichheit in der Bundesrepublik Deutschland, Leske & Budrich, Opladen.

- BOURDIEU P. (1982), *Die feinen Unterschiede. Kritik der gesellschaftlichen Urteilskraft*, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- BOURDIEU P. (1985), *Sozialer Raum und "Klassen". Leçon sur la Leçon*, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- CALLON M. & LATOUR B. (1981), "Unscrewing the big Leviathan : how actors macro-structure reality and how sociologists help them to do so", in KNORR-CETINA K. & CI-COUREL A.C. (Eds.), *Advances in social theory and methodology. Toward an integration of micro- and macro-sociologies*, Routledge & Kegan Paul, Boston, 277-303.
- CROZIER M. & FRIEBERG E. (1979), *Macht und Organisation. Die Zwänge kollektiven Handelns*, Athenäum, Frankfurt am Main.
- DAHENDORF R. (1979), *Lebenschancen*, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- DREITZEL H.P. (1962), "Selbstbild und Gesellschaftsbild. Wissenssoziologische Überlegungen zum Image-Begriff", *Archives Européennes de Sociologie*, 3, 181-228.
- DURKHEIM E. (1976), *Regeln der soziologischen Methode*, Luchterhand, Neuwied, Berlin.
- EDER K. (1987), "Gleichheitsdiskurs und soziale Ungleichheit. Zur Frage des nach dem Ursprung sozialer Ungleichheit in der modernen Gesellschaft". Beitrag zum Symposium "Social Structure and Culture" vom 18-20 Juni 1987 in Bremen, Ms.
- ELSTER J. (1985), "Drei Kritiken am Klassenbegriff" in LUHMANN N. (Hrsg.), *Soziale Differenzierung. Zur Geschichte einer Idee*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 96-118.
- ERBSLÖH B., HAGELSTANGE T., HOLTmann D., SINGELMANN J. & STRASSER H. (1987), "Klassenstruktur und Klassenbewusstsein in der Bundesrepublik Deutschland". Endbericht eines DFG-Forschungsprojekts, Mimeo, Duisburg.
- FRANZ H.-W., KRUSE W. & ROLFF H.-G. (Hrsg.) (1986), *Neue alte Ungleichheiten. Berichte zur sozialen Lage der Bundesrepublik*, Westdeutscher Verlag, Opladen.
- GEISSLER R. (Hrsg.) (1987), *Soziale Schichtung und Lebenschancen in der Bundesrepublik Deutschland*, Enke, Stuttgart.
- GIESEN B. (1987), "Natürliche Ungleichheit, soziale Ungleichheit, ideale Gleichheit. Zur Evolution von Deutungsmustern sozialer Ungleichheit" in GIESEN B. & HAFERKAMP H. (Hrsg.), *Soziologie der sozialen Ungleichheit*, Westdeutscher Verlag, 314-345.
- HABERMAS J. (1985), "Die Neue Unübersichtlichkeit. Die Krise des Wohlfahrtsstaates und die Erschöpfung utopischer Energien", *Merkur* 39, 1-14.
- HALLER M. (1986), "Sozialstruktur und Schichtungshierarchie im Wohlfahrtsstaat. Zur Aktualität des vertikalen Paradigmas der Ungleichheitsforschung", *Zeitschrift für Soziologie*, 15, 167-187.
- HANDL J., MAYER K.U. & MÜLLER W. (1977), *Klassenlagen und Sozialstruktur*, Campus, Frankfurt am Main.
- HÖRNING K.H., BARDMANN T., GERHARD A. & MICHAJLOW M. (1986), Zwischenbericht des Forschungsprojekts "Lebensstil und Zeiterfahrung. Lebensgestaltung unter den Bedingungen reduzierter Arbeitszeit", Mimeo, Aachen.
- HONDRICH K.O. (1984), "Der Wert der Gleichheit und der Bedeutungswandel der Ungleichheit", *Soziale Welt*, 35, 267-293.
- HONDRICH K.O. (1987), "Die andere Seite sozialer Differenzierung", in : HAFERKAMP H. & SCHMID M. (Hrsg.), *Sinn, Kommunikation und soziale Differenzierung. Beiträge zu Luhmanns Theorie sozialer Systeme*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 275-303.
- HRADIL S. (1987a), "Die 'neuen sozialen Ungleichheiten' - und wie man mit ihnen (nicht) theoretisch zurechtkommt", in GIESEN B. & HAFERKAMP H. (Hrsg.), *Soziologie der sozialen Ungleichheit*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 115-144.
- HRADIL S. (1987b), *Sozialstrukturanalyse in einer fortgeschrittenen Gesellschaft*, Leske & Budrich, Opladen.

- JAPP K.P.(1984), "Selbsterzeugung oder Fremdverschulden. Thesen zum Rationalismus in den Theorien sozialer Bewegungen", *Soziale Welt*, 35, 313-329.
- JAPP K.P. (1986), "Neue soziale Bewegungen und die Kontinuität der Moderne", in BERGER J. (Hrsg.), *Die Moderne - Kontinuitäten und Zäsuren*, Soziale Welt Sonderband 4, Schwartz & Co., Göttingen, 311-334.
- KAELBLE H. (1983a), *Soziale Mobilität und Chancengleichheit im 19. und 20. Jahrhundert*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen.
- KAELBLE H. (1983b), *Industrialisierung und soziale Ungleichheit. Europa im 19. Jahrhundert*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen.
- KOCKA J. (1978), *Klassengesellschaft im Krieg. Deutsche Sozialgeschichte 1914-1918*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen.
- KOCKA J. (1982), *Die Angestellten in der deutschen Geschichte 1950-1980*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen.
- KOCKA J. (1983), *Lohnarbeit und Klassenbildung. Arbeiter und Arbeiterbewegung in Deutschland 1800-1875*, Dietz, Berlin, Bonn.
- KRECKEL R. (1982), "Class, status and power ? Begriffliche Grundlagen für eine politische Soziologie sozialer Ungleichheit", *KZfSS*, 34, 617-648.
- KRECKEL R. (1983), "Theorien sozialer Ungleichheit im Übergang", in KRECKEL R. (Hrsg.), *Soziale Ungleichheiten*, Soziale Welt Sonderband 2, Schwartz & Co, Göttingen, 3-12.
- KRECKEL R. (1987), "Neue Ungleichheiten und alte Deutungsmuster. Über die Kritikresistenz des vertikalen Gesellschaftsmodells in der Soziologie" in GIESEN B. & HAFERKAMP H. (Hrsg.), *Soziologie der sozialen Ungleichheit*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 93-114.
- LEDERER E. (1912), *Die Privatangestellten in der modernen Wirtschaftsentwicklung*, Tübingen.
- LEPSIUS M.R. (1979), "Soziale Ungleichheit und Klassenstrukturen in der Bundesrepublik Deutschland", in WEHLER H.U. (Hrsg.), *Klassen in der europäischen Sozialgeschichte*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 166-209.
- LUHMANN N. (1980a), "Gesellschaftliche Struktur und semantische Tradition", in LUHMANN N., *Gesellschaftsstruktur und Semantik. Studien zur Wissenssoziologie*, Band 1, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 9-71.
- LUHMANN N. (1980b), "Interaktion in Oberschichten : Zur Transformation ihrer Semantik im 17. und 18. Jahrhundert", in LUHMANN N., *Gesellschaftsstruktur und Semantik. Studien zur Wissenssoziologie*, Band 1, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 72-161.
- LUHMANN N. (1984), *Soziale Systeme. Grundriss einer allgemeinen Theorie*, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- LUHMANN N. (1985), "Zum Begriff der sozialen Klasse", in LUHMANN N. (Hrsg.), *Soziale Differenzierung. Zur Geschichte einer Idee*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 119-162.
- LUHMANN N. (1986), "Kapital und Arbeit. Probleme einer Unterscheidung", in BERGER J. (Hrsg.), *Die Moderne - Kontinuitäten und Zäsuren*, Soziale Welt Sonderband 4, Schwartz & Co., Göttingen, 57-78.
- MANGOLD W. (1981), "Angestelltengeschichte und Angestelltensoziologie in Deutschland, England und Frankreich. Über den Zusammenhang von sozialpolitischer und sozialwissenschaftlicher Themenfindung und Problemstrukturierung", in KOCKA J. (Hrsg.), *Angestellte im internationalen Vergleich, Geschichte und Gesellschaft* Sonderheft 7, Vandenhoeck & Ruprecht, 11-38.
- MANNHEIM K. (1969), *Ideologie und Utopie*, Schulte-Blumke, Frankfurt am Main.

- MAYER K.U. (1987), "Zum Verhältnis von Theorie und empirischer Forschung zu sozialer Ungleichheit", in GIESEN B. & HAVERKAMP H. (Hrsg.), Soziologie der sozialen Ungleichheit, Westdeutscher Verlag, Opladen, 270-392.
- MOORE B. (1983), Ungerechtigkeit, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- MOOSER J. (1983), "Auflösung proletarischer Milieus. Klassenbindung und Individualisierung in der Arbeiterschaft vom Kaiserreich bis in die Bundesrepublik Deutschland", Soziale Welt 34, 270-306.
- MOOSER J. (1984), Arbeiterleben in Deutschland 1900-1970, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- MÜLLER W. (1986), "Soziale Mobilität. Die Bundesrepublik im internationalen Vergleich", in KAASE M. (Hrsg.), Politische Wissenschaft und politische Ordnung, Westdeutscher Verlag, 339-354.
- MÜLLER W. (1987), "Was bleibt von den Klassenstrukturen?", in FLORA P. (Hrsg.), Westeuropa im Wandel, Campus, Frankfurt am Main.
- OFFE C. (1986), Die Utopie der Null-Option. Modernität und Modernisierung als politische Gütekriterien", in BERGER J. (Hrsg.), Die Moderne - Kontinuitäten und Zäsuren", Soziale Welt Sonderband 4, Schwartz & Co, Göttingen, 97-118.
- OSSOWSKI S. (1972), Die Klassenstruktur im sozialen Bewusstsein, Luchterhand, Neuwied.
- POPITZ H., BAHRDT H.-P., JÜRRES E.A. & KESTING H. (1957), Das Gesellschaftsbild des Arbeiters, Mohr, Tübingen.
- PRINZ M. (1983), Vom Neuen Mittelstand zum Volksgenossen. Ausprägung und Entwicklung der Kragenlinie in der deutschen Sozialstruktur 1890-1945, Dissertation, Mimeo, Bielefeld.
- PRZEWORSKI A. (1986), "Methodologischer Individualismus als Herausforderung an die marxistische Theorie", Prokla 16, 120-143.
- PRZEWORSKI A. & SPRAGUE J. (1986), Paper Stones. A History of Electoral Socialism, University of Chicago Press, Chicago, London.
- SCHÜTZ A. (1972), "Equality and the Meaning Structure of the Social World", in SCHÜTZ A., Collected Papers, Band II, Den Haag, 226-273.
- SCHWARTZ B. (1980), Vertical Classification. A Study in Structuralism and the Sociology of Knowledge, University of Chicago Press, Chicago, London.
- STRASSER H. (1987), "Diesseits von Stand und Klasse : Prinzipien einer Theorie der sozialen Ungleichheit", in GIESEN B. & HAVERKAMP H. (Hrsg.), Soziologie der sozialen Ungleichheit, Westdeutscher Verlag, Opladen, 50-92.
- STRASSER H. & GOLDTHORPE J.H. (1985), Die Analyse sozialer Ungleichheit, Westdeutscher Verlag, Opladen.
- STREEK W. (1980), Gewerkschaftliche Organisationsprobleme in der sozialstaatlichen Demokratie, Athenäum, Königstein/Ts.
- TOURAINE A. (1983), "Soziale Bewegungen", Soziale Welt 34, 143-158.
- TOURAINE A. (1986), "Krise und Wandel des sozialen Denkens", in BERGER J. (Hrsg.), Die Moderne - Kontinuitäten und Zäsuren, Soziale Welt Sonderband 4, Schwartz & Co, Göttingen, 15-40.
- THOMPSON E.P. (1987), Die Entstehung der englischen Arbeiterklasse. 2 Bände, Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- WEBER Max (1976), Wirtschaft und Gesellschaft. Studienausgabe, Mohr, Tübingen.
- WEHLER H.-U. (1987), Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Band 1 : 1700-1815 ; Band 2 : 1815-1845/49, Beck, München.